

Néo-guerre

Va-t-en-guerre néo-cons contre néo-pacifistes complaisants : qui a provoqué le plus de catastrophes au cours de l'histoire ?

Alors que Emmanuel Macron qui affirme que "tous ceux qui croient qu'en frappant avec des bombes depuis l'extérieur on sauve un pays malgré lui-même et contre lui-même se sont toujours trompés", que révèle vraiment l'analyse des conflits passés sur le propos du président de la République ?

Atlantico : Emmanuel Macron affirmait, il y a peu, que "Tous ceux qui croient qu'en frappant avec des bombes depuis l'extérieur on sauve un pays malgré lui-même et contre lui-même se sont toujours trompés". Si l'intention du chef de l'État apparaît évidemment louable, peut-on vraiment se contenter de penser le sujet en des termes aussi simples ? Quels sont les impensés du président en la matière ?

Guillaume Lagane : La position du président reflète un rejet assez net de ce qu'on appelle l'interventionnisme libéral, c'est-à-dire l'idée que l'usage de la force peut servir à changer un régime politique. Ce rejet s'appuie sur deux arguments majeurs. D'abord, le droit international impose le respect de la souveraineté des États. Il autorise la légitime défense (article 51 de la Charte des Nations Unies), mais pas le renversement d'un régime politique — même au nom de la protection des populations, malgré l'émergence du « droit d'ingérence », qui n'est pas consacré juridiquement. Ensuite, il s'appuie sur les échecs des interventions militaires des trente dernières années. Des interventions comme en Libye, en Irak ou en Afghanistan ont échoué à stabiliser durablement les pays concernés. Dans le cas afghan, l'échec est manifeste puisque les talibans ont repris le pouvoir en 2021.

Dans les faits, c'est une évidence, la réalité est souvent plus complexe que ce que peut laisser entendre le chef de l'État. Il existe, bien entendu, des raisons tout aussi valables de

défendre l'interventionnisme. Rappelons ainsi que toute l'architecture internationale actuelle – en Europe notamment, mais pas seulement – repose sur des interventions extérieures qui ont permis des changements de régime. L'exemple le plus frappant, ce sont les interventions alliées durant la Seconde Guerre mondiale. Sans elles, pas de démocratisation de l'Allemagne ou de l'Italie. Le régime nazi n'a pas été renversé de l'intérieur : ce sont les forces extérieures qui ont imposé sa transformation politique. Ces changements de régime ont été opérés par les Américains en Europe après 1945. La construction européenne, la démilitarisation de nos rapports, l'émergence de la matrice que nous connaissons aujourd'hui n'auraient simplement pas été possibles autrement, si l'Allemagne nazie avait gagné la guerre. De cette expérience fondatrice découle, assez naturellement, une certaine vision de l'ordre international. La construction européenne, la pacification des relations entre États, sont aussi les fruits de cette histoire d'intervention.

Notons aussi que certaines interventions se sont montrées réussies. On pourrait ainsi citer les Balkans, qui ont été le cadre d'interventions occidentales notamment en Bosnie-Herzégovine en 1995 ou au Kosovo, quatre ans ensuite. Celles-ci ont permis une forme de stabilisation de la région et ont rendu possible l'émergence de démocraties, certes imparfaites, mais préférables au régime communiste qui les a précédées.

Michel Fayad : Emmanuel Macron a raison de vouloir éviter les erreurs du passé comme en Afghanistan, en Irak et en Libye. Dans un hypothétique Iran post-République islamique, les vestiges du Corps des gardiens de la Révolution islamique pourraient en effet chercher à déstabiliser un nouveau pouvoir en place, quand bien même il serait rassembleur des principaux partis et mouvements d'opposition. C'est la France qui a permis à Alassane Ouattara de prendre le pouvoir en Côte d'Ivoire : l'Opération Licorne a bombardé les positions de Laurent Gbagbo, provoquant sa chute et obtenant la reconnaissance internationale d'Ouattara comme président. Ouattara a été tour à tour un ami des présidents français Sarkozy, Hollande et Macron. Au Moyen-Orient, c'est également la France qui, durant la Première guerre mondiale, avec la Grande-Bretagne, a vaincu l'Empire ottoman, un califat islamique qui a commis un génocide des Arméniens et des massacres des Libanais et des Assyro-Chaldéens, et a fait subir au Mont-Liban la Grande Famine. La France a ensuite obtenu un mandat sur le Liban, qui est devenu le premier pays démocratique de la région. Sans les ingérences étrangères, le Liban serait peut-être resté un modèle pour tous les autres pays du Moyen-Orient. Si l'Iran est l'héritier de la civilisation perse, le Liban est l'héritier de la civilisation phénicienne. Si l'Iran post-Velayat-e-faqih (le nom donné au régime des mollahs dirigé par un guide suprême) n'est pas déstabilisé par les vestiges du Corps des gardiens de la Révolution islamique et ne subit pas d'ingérences étrangères, il pourrait peut-être se transformer en démocratie, à condition de donner une certaine autonomie culturelle et linguistique, notamment aux Azéris et aux Kurdes. Ali Khamenei peut être davantage comparé à Adolf Hitler qu'à Mikhaïl Gorbatchev : il ne lancera pas une perestroïka et ne renoncera ni à la course à l'armement ni à l'idéologie totalitaire. Or, le régime nazi est tombé sous les bombardements des Alliés et des Soviétiques. Est-ce qu'Emmanuel Macron pense qu'il aurait fallu faire autrement ?

L'histoire regorge d'exemples d'opérations militaires ayant mal tourné mais aussi de retraits de troupes inopportuns ou d'appels à la paix coûteux en vies humaines. Qui, selon vous, des néo-conservateurs "va-t-en-guerre" ou des néo-pacifistes (dont certains ont parfois pu se montrer très complaisants à l'égard de régime dangereux ou belliqueux) a causé le plus de mal ?

Guillaume Lagane : C'est une question difficile. L'Afghanistan, par exemple, est un cas ambivalent. L'intervention de 2001 a mis fin à un régime particulièrement répressif, mais sans parvenir à stabiliser le pays sur le long terme. Le retrait des États-Unis en 2021 a abouti au retour des talibans au pouvoir. Le bilan est donc mitigé. D'aucuns pourraient toutefois rappeler que le départ des troupes américaines a créé l'appel d'air qui a justement permis aux talibans de reprendre le contrôle. C'est un échec manifeste, c'est certain, mais le bilan précis et détaillé reste difficile à tirer.

Il y a, selon moi, une autre comparaison dont il faut parler et qui n'est pas nécessairement au détriment des interventionnistes néo-conservateurs. Je pense au cas syrien et au cas libyen. La Libye est souvent citée comme un échec de l'intervention. Le pays est instable, mais les pertes civiles y ont été limitées. En comparaison, le refus d'intervenir en Syrie en 2013 (décision prise notamment par Barack Obama) a entraîné la prolongation d'une guerre civile meurtrière, avec l'émergence de Daech et l'implication d'acteurs extérieurs comme la Russie, la Turquie et Israël. On estime à 500 000 le nombre de morts dans le conflit syrien. Ce bilan est largement plus dramatique que celui de la Libye.

Le cas de l'Irak est aussi très discuté. L'intervention occidentale a mené à une guerre civile, mais aussi à la disparition d'un régime menaçant. Aujourd'hui, l'Irak reste une démocratie dysfonctionnelle (qui reste une démocratie tout de même, à n'en point douter), mais c'est un État qui ne menace plus ses voisins. Le problème central n'est donc pas tant l'intervention occidentale que la mainmise progressive de l'Iran sur certaines régions par l'intermédiaire de milices. L'Irak n'est certes pas devenu un canton suisse, mais il apparaît clair que le pays est dans une situation plus enviable que ne peut l'être la Syrie. On peut toutefois espérer qu'avec la chute de Bachar el-Assad, la Syrie se stabilise à son tour.

Pour répondre correctement à cette question, il faut aussi dresser le bilan du néo-pacifisme qui, vous l'avez dit, a pu faire preuve de complaisance à l'égard de régimes dangereux. C'est d'ailleurs l'une des [critiques](#) majeures que l'on pourrait adresser à cette posture. Le refus de toute intervention occidentale repose souvent sur un présupposé erroné : celui selon lequel les régimes locaux sont naturellement pacifiques et que ce serait l'intervention étrangère qui provoquerait les conflits. Or, c'est généralement faux. Dans le Sahel, par exemple, les interventions occidentales sont venues répondre à des situations d'effondrement étatique et de radicalisation islamiste. Elles n'en sont pas la cause. Leur problème réside plutôt dans leur manque de moyens ou d'ambition pour stabiliser durablement les zones concernées.

La critique du néocolonialisme occidental dans les Balkans ou au Sahel existe, mais elle néglige le fait que, parfois, seule la présence occidentale permet un minimum de développement, de démocratie et de stabilité. Le retrait des forces françaises au Sahel, par exemple, a laissé le champ libre à Wagner, avec des résultats très discutables en matière de droits humains. En somme, si l'Occident ne remplit pas le vide, d'autres puissances le font. Ces autres puissances – parmi lesquelles on retrouve régulièrement la Russie, la Chine ou l'Iran, par exemple – n'ont pas du tout les mêmes objectifs ni les mêmes exigences en matière de droits humains ou de démocratisation. Ce phénomène est apparent en Syrie, ainsi qu'en ex-Yougoslavie ou au Sahel. Le retrait occidental crée des vides qui sont systématiquement comblés par des puissances aux agendas très éloignés des idéaux démocratiques.

Michel Fayad : Ni les néo-conservateurs "va-t-en-guerre" ni les néo-pacifistes ne détiennent la vérité. Les premiers, par leurs interventions militaires souvent mal planifiées (comme en Irak), ont causé chaos et instabilité. Les seconds, par leur complaisance envers des régimes dangereux (comme celui d'Iran), ont parfois laissé prospérer des menaces. Il est préférable d'analyser rigoureusement les contextes et les conséquences à long terme (en prenant en compte le fait que chaque pays est différent) plutôt que d'adopter des postures idéologiques.

La question de l'Irak et de son échec est souvent mise en avant par les détracteurs de l'intervention militaire. Faut-il toutefois penser qu'il s'agit d'un échec dû à l'opération en elle-même ou celui-ci résulte-t-il d'un potentiel déficit de moyens déployés pour tenir le pays à l'issue du conflit ?

Michel Fayad : Les États-Unis ont pris un certain nombre de mauvaises décisions qui ont entraîné un échec en Irak : la dissolution de l'armée irakienne (laquelle a engendré de l'insécurité et la radicalisation des anciens soldats de confession sunnite), la débaasification (laquelle a engendré un ressentiment sunnite), l'absence de réconciliation nationale entre les communautés (laquelle a engendré une guerre civile larvée) et un pouvoir exécutif confié à un gouvernement multiconfessionnel et multiethnique (ce qui a affaibli l'État). Ces mauvaises décisions ont été prises par les Américains alors même que l'Iran avait déjà un poids en Irak. L'Iran a ainsi pu accroître son emprise politico-militaire sur la communauté chiite irakienne et sur le pays.

Si la Libye et l'Irak sont régulièrement citées comme des contre-exemples justifiant de ne pas intervenir, peut-on vraiment en faire des vérités générales ou faut-il plutôt envisager

l'analyse au cas par cas ? Par ailleurs, que dire dans ce cas de figure du retrait de troupe organisé au Proche-Orient sous [Barack Obama](#) ou du retrait du soutien des États-Unis de Jimmy Carter au régime du Shah ?

Guillaume Lagane : Oui, je suis assez d'[accord](#) avec cette idée. Le coût de la non-intervention peut parfois s'avérer bien plus élevé que celui de l'intervention elle-même.

Un exemple historique majeur est celui de la Chine en 1949. Le fait que les États-Unis aient choisi de ne pas soutenir Tchang Kaï-chek a conduit à la victoire du Parti communiste chinois. Cela a fait basculer ce qui est aujourd'hui la deuxième économie mondiale et la première population mondiale dans l'orbite communiste. C'est une non-intervention dont nous payons encore le prix aujourd'hui. Le monde serait fondamentalement différent si la Chine avait évolué comme Taïwan. La stabilité mondiale en aurait été profondément transformée.

Un deuxième exemple est celui des révolutions nationalistes arabes. En 1956, lors de la crise de Suez, les États-Unis ont refusé de soutenir le [Royaume-Uni](#) et la France, qui cherchaient à maintenir une forme d'influence occidentale en Égypte face à Nasser. Ce refus a fait basculer l'Égypte dans le nationalisme arabe, entraînant des répercussions importantes dans toute la région – en Syrie, en Irak, notamment dans les années 1950 et 1960.

Ce n'est qu'en 1979, avec le basculement stratégique d'Anouar el-Sadate et la reconnaissance d'Israël, que les États-Unis ont pu réintégrer le jeu au Moyen-Orient. Et paradoxalement, au même moment, ils ont commis une erreur similaire avec l'Iran : le manque de soutien au Shah a permis l'émergence de la République islamique. Là encore, on voit bien aujourd'hui les conséquences durables de cette décision.

Ce sont deux exemples marquants de refus d'intervenir qui ont eu des effets délétères à long terme, tant pour les régions concernées que pour l'équilibre mondial dans son ensemble.

Michel Fayad : L'intervention israélienne au Liban en 1982 était largement soutenue par les Libanais (surtout chrétiens et musulmans chiites) désireux de se libérer des Palestiniens et des Syriens. Malgré l'assassinat du président-élu Bachir Gemayel, elle aurait dû être couronnée de succès avec le départ non seulement de Yasser Arafat, mais aussi de celui prévu, de gré ou de force, des troupes de Hafez el-Assad. Certains médias et l'ONU ont torpillé cette intervention israélienne, qui aurait pu être salvatrice pour le Liban, en parlant de génocide à Sabra et Chatila (lors de la 108e séance plénière des Nations Unies le 16 décembre 1982). Les Israéliens et leurs alliés chrétiens libanais étaient accusés. À cette époque, il y eut 460 victimes (328 Palestiniens, 109 Libanais, 21 Iraniens, 7 Syriens, 3 Pakistanais et 2 Algériens) – dont 425 hommes, 15 femmes et 20 enfants – selon la Croix-Rouge internationale, la Défense civile libanaise et le corps médical de l'Armée libanaise. Peu de gens se rappellent que, plus tard, entre 1985 et 1988, la guerre des camps entre les

miliciens d'Amal et ceux du Fatah fit plusieurs milliers de morts, principalement palestiniens. Le camp de Sabra fut alors entièrement détruit, celui de Chatila à 85 % et celui de Bourj el-Barajneh à 50 %. Le fait que les Israéliens et les chrétiens libanais n'aient pas participé à cette guerre de 1985-88 explique sans doute en grande partie pourquoi il n'est fait référence qu'à 1982 dans certains médias et camps politiques en Occident. Chaque conflit a donc ses propres dynamiques : contexte historique, acteurs locaux et intérêts géopolitiques. En généralisant, on risque d'occulter ces nuances importantes et de prendre ainsi de mauvaises décisions comme le retrait américain d'Irak par le démocrate Obama (retrait qui a permis l'émergence de Daesh) ou encore le retrait israélien du Liban par le travailliste Barak (retrait qui a permis la montée en puissance du Hezbollah). Ces exemples montrent que les retraits, comme les interventions, doivent être finement calibrés, en tenant compte des réalités locales et des impacts à long terme.